



Présidentielle française Quelle campagne! Pages B 1, B 2, B 3 et B 4



Culture Tu nous aimes-tu? Page E 1

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVIII N° 88

LE DEVOIR, LES SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 AVRIL 2017

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$



LES 50 ANS D'EXPO 67

FONDS MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE/OFFICE DU FILM DU QUÉBEC

Vendre Montréal au reste du monde

Yves Jasmin est l'une des rares mémoires vivantes d'Expo 67. L'ancien directeur des relations publiques, des communications et de l'information de cet événement d'une envergure sans précédent explique comment il a «vendu» Montréal au monde.

LISA-MARIE GERVAIS

Àgé de 95 ans aujourd'hui, Yves Jasmin a l'esprit vif, la répartie intacte et les souvenirs frais. Depuis son modeste chez-lui aux allures de musée — des affiches, des caricatures, une plaque de voiture et d'autres artefacts sur le thème de Terre des hommes ornent les murs et jonchent le sol —, il explique, grâce à sa mémoire chirurgicale des événements, comment il a convaincu le monde entier de s'intéresser à l'Exposition universelle de Montréal en 1967. «Ce qu'il nous fallait, c'étaient les Américains. Les Canadiens, bien sûr, mais

les États-Unis, c'était le gros marché qu'on visait», raconte Yves Jasmin, qui fut cinéaste à l'ONF et journaliste, avant d'embrasser une longue et fructueuse carrière de relationniste (Air Canada, Molson, Ford). Il fallait surtout faire mieux que la Foire internationale de New York, qui s'était tenue en 1964 et 1965 et qui avait été un flop, selon lui.

Déjà, quelques années avant l'ouverture d'Expo 67, Yves Jasmin faisait venir des vols et des autobus nolisés de journalistes pour leur faire son «song and dance», soit une opération de séduction destinée à les impressionner. «J'avais un budget assez im-

portant pour ça, mais certains journalistes insistaient pour payer, raconte-t-il. Ça commençait, disons, le mercredi soir, la Ville les recevait à dîner à l'hôtel Windsor et leur faisait visiter Montréal. Le lendemain matin, les journalistes étaient invités chez moi pour le petit-déjeuner et, avec notre gang, on leur faisait notre «song and dance».

VOIR PAGE A 10 : EXPO 67

Dossier

Les premiers pas du multimédia. Page A 4

Quiz: connaissez-vous bien Terre des hommes? Page A 6

La religion investit l'université

Pour survivre, la Faculté de théologie de l'Université Laval multiplie les chaires commanditées par des groupes religieux

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

La Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval tire le diable par la queue. «Le dos au mur», le doyen Gilles Routhier a décidé de la sauver, quitte à rompre avec les traditions.

Il procédera dans quelques semaines à l'embauche du premier professeur de tradition protestante évangélique. Une première en 165 ans d'enseignement universitaire de la théologie et des sciences religieuses au Québec. «Il y a un besoin», soutient-il à l'autre bout du fil. «Et quant à moi, la théologie n'est pas un privilège de catholiques.»

M. Routhier craignait le pire à son arrivée à la barre de la Faculté, en 2013. «J'ai réalisé assez vite que presque la moitié du corps professoral allait partir en trois ans. Si tu laisses aller les choses, qu'est-ce qui va arriver? La fin», souligne le professeur, qui a été ordonné au service de l'Église de Québec. Inspiré par «Félix», l'homme de foi décide de «cracher dans ses mains et de relever ses manches».

Il tombe sur le programme de chaires de leadership en enseignement (CLE), qui a été instauré il y a plus de cinq ans par le recteur sortant Denis Brière afin de pallier le sous-financement des activités de l'UL. «La création d'une CLE nécessite un engagement financier de nature philanthropique» d'«acteurs du milieu socioéconomique». «[Cette contribution financière] doit s'échelonner sur une période minimale de cinq ans et elle doit couvrir au moins la moitié du salaire annuel de la ressource professorale titulaire de la CLE, de même qu'un montant minimal de 15 000\$ par an pour la réalisation d'activités de formation et d'innovation en enseignement», peut-on lire sur le site Web de l'Université Laval. Ces partenariats public-privé (PPP) s'avèrent la

VOIR PAGE A 10 : THÉOLOGIE

AUJOURD'HUI



Plaisirs › Le coin vert. La nouvelle chronique de Lise Gobeille. Page D 6

Actualités › 13 raisons. La populaire série sur Netflix fait réagir le milieu de la prévention du suicide. Page A 8



Avis légaux.....C 5
Carrières.....C 4
Décès.....C 6
Mots croisés.....D 4
Petites annonces.....C 6
Sudoku.....D 4

Garneau, Cohen et la petite déesse hindoue

Le traducteur du poète partage ses souvenirs

Pour la première fois depuis la mort de son ami Leonard Cohen, Michel Garneau raconte celui dont il a intimement fréquenté la poésie en tant que traducteur.

DOMINIC TARDIF

La scène prend rapidement les allures de grande leçon de littérature, au sens le plus noble du terme, dans la lumineuse cuisine de la maison de Michel Garneau à Magog. C'est que notre hôte sait des choses au sujet de la poésie de Leonard Cohen que savent sans doute peu de ses lecteurs, même les plus fidèles. On ne traduit pas plus de 500 pages de poésie sans en ressortir avec une connaissance profonde et chaleureuse des obsessions, des joies et des tourments de celui qui les a arrachées avec acharnement et ferveur au langage et à la vie.

Alors pourquoi ne pas en profiter pour



Michel Garneau, ami et traducteur de Leonard Cohen

ANNIK SAUVÉ

VOIR PAGE A 10 : GARNEAU

à ne pas manquer

EN MAI



CONNEXIONS VIVANTES

17 mai à 21h30
Pont Jacques-Cartier

Assistez à l'illumination spéciale de 30 minutes, un rendez-vous unique pour la fête de Montréal. Ce projet d'envergure a été conçu par Moment Factory et ses collaborateurs, et piloté par Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée.



MONTRÉAL AVUDO

Dès le 17 mai
Tout l'été dans le Vieux-Port

Découvrez un spectacle grandiose en hommage à la mémoire du fleuve, signé par la compagnie Finzi Pasca, avec des projections de grande envergure sur des murs d'eau géants. C'est gratuit, réservez vite à ticketpro.ca.



LES GÉANTS

19 au 21 mai
Centre-ville et Vieux-Montréal

De la grande visite s'amène à Montréal! Profitez de cette chance unique de les rencontrer. Une première au Canada.



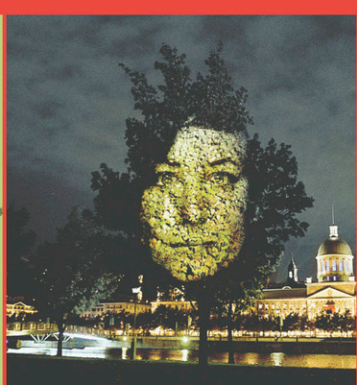
EXPO 67 50 ANS PLUS TARD

Jusqu'au 29 octobre
À travers la ville



LA GRANDE TOURNÉE

12 mai au 17 septembre
19 arrondissements



CITÉ MÉMOIRE

Dès le 10 mai, tous les soirs
Vieux-Montréal



RENCONTRES EN NOUVELLE-FRANCE

19 au 22 mai
Place D'Youville



SYMPHONIE MONTRÉLAISE

31 mai, 1^{er} et 2 juin
Maison symphonique de Montréal



MTL

Tous les jeudis à 20h
À Télé-Québec



Découvrez la programmation sur l'application 375MTL et à 375mtl.com



Canada

Québec

Montréal



ACTUALITÉS

Un vieux truc

MICHEL DAVID



Le commun des mortels avait découvert à l'automne 2006 un aspect du système de santé qu'on avait caché comme une maladie honteuse. Pour masquer une réalité passablement embarrassante pour le gouvernement Charest, le trop-plein des urgences était déversé dans ce qu'on appelait pudiquement des « unités de débordement ».

Mises sur pied dans la plus grande discrétion, elles étaient devenues monnaie courante un peu partout au Québec. Cette astuce permettait au ministre de la Santé, Philippe Couillard, qui était l'homme fort du cabinet, de présenter des statistiques plus compatibles avec l'engagement pris par le PLQ durant la campagne électorale de 2003. Un gouvernement libéral allait régler le problème des urgences dans les semaines qui suivraient l'élection, avait-on promis.

Tous les espaces disponibles étaient réquisitionnés pour y entasser des dizaines de patients qui n'étaient pas comptabilisés dans les chiffres officiels, puisqu'ils étaient théoriquement hospitalisés. Sous le couvert de l'anonymat, un médecin de l'hôpital du Sacré-Cœur, dont une des patientes poireautait depuis dix jours dans l'attente d'un lit, avait déclaré à *La Presse*: « *Le palmarès des urgences, c'est du camouflage.* » À l'Assemblée nationale, M. Couillard était pourtant catégorique: « *C'est très clair, ça va mieux dans la grande majorité des urgences.* »

Une fois le chat sorti du sac, il avait fait valoir que c'était « *fondamentalement une bonne façon de gérer les débordements à l'urgence.* ». L'accusant de « *leurrier la population* », un groupe d'infectiologues avait aussitôt répliqué qu'une unité de débordement constituait au contraire le site idéal pour la propagation des infections.

La situation était telle que les chefs des urgences de trois hôpitaux montréalais avaient remis leur démission. Pour dénouer la crise, M. Couillard avait organisé une rencontre avec la « *Table des chefs d'urgence* » de la région, où on avait convenu de nouveaux « *protocoles de surcapacité* », qui permettraient de répartir les patients des urgences sur les étages supérieurs. « *Bien sûr, il s'agit d'une solution d'appoint et non pas à long terme* », avait expliqué le chef du département de médecine d'urgence du CHUM. Bien sûr...

Dix ans et quatre élections générales plus tard, M. Couillard est devenu premier ministre, mais le problème n'a toujours pas été réglé. Les intervenants du réseau de la santé

adressent exactement les mêmes reproches à Gaétan Barrette, la seule différence étant que le ton est un peu plus virulent. Conçues au départ pour soulager les urgences durant les périodes d'achalandage particulièrement élevé, les unités de débordement semblent en être devenues des annexes permanentes.

« *C'est le bordel. C'est la panique totale. C'est rendu que bien paraître est plus important que le bien-être des patients* », a lancé la présidente locale du syndicat l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux au CISSS de la Montérégie-Centre.

D'un tempérament moins placide que le premier ministre, M. Barrette, qui a également une conception différente du « *dialogue* », a piqué une sainte colère la semaine dernière après avoir constaté que la situation ne s'était pas améliorée, malgré une injection additionnelle de 100 millions pour libérer des lits dits de « *courte durée* », qui sont occupés par des patients en attente d'une place dans un centre hospitalier. Une solution devait être trouvée sur-le-champ, a-t-il intimé aux administrateurs des établissements.

Craignant la fureur de l'irascible ministre, qui a instauré un véritable régime de terreur dans le réseau, ils ont fait leur possible pour sauver les apparences, à défaut de pouvoir régler le problème. Au Centre hospitalier régional de Lanaudière, un médecin a confié à *La Presse* qu'une nouvelle unité de débordement avait été ajoutée à l'ancienne, qui débordait à son tour. On rirait presque de ce bricolage si ce n'était pas si navrant.

Selon un porte-parole syndical, « *l'espace entre les civières est si petit qu'il faut se tourner pour passer* ». Bien entendu, l'opposition s'est empressée de renchérir. À quand des civières dans les cafétérias des hôpitaux? a demandé le porte-parole de la CAQ en matière de santé, François Paradis.

Au bureau de M. Barrette, on assure pourtant n'avoir aucune indication que les établissements font du camouflage. « *L'objectif est que les patients soient dirigés vers les ressources appropriées* », explique-t-on. Encore faudrait-il qu'elles existent. Le président du Conseil pour la protection des malades, Paul Brunet, évalue à 5000 le nombre de lits qui ont été fermés en centre d'hébergement depuis une dizaine d'années.

Certes, cette triste situation est bien antérieure à l'entrée de M. Barrette en politique. S'il est aussi incapable de trouver une solution que l'était M. Couillard, il pourrait au moins donner l'heure juste. Cela serait déjà un progrès.

mdavid@ledevoir.com

Expulsé du Canada après des menaces de mort

L'homme qui a plaidé coupable à une accusation de menaces de mort à l'endroit d'Alexandre Bissonnette, présumé auteur de l'attentat de la mosquée de Québec, a été expulsé du pays et sera interdit d'entrée au Canada pendant les trois prochaines années. Mohamed-Amine Ben-Farass, âgé de 33 ans, a reçu sa peine vendredi après-midi, au palais de justice de

Québec. Il avait déjà purgé l'équivalent de 11 jours de détention préventive. Le juge Alain Morand a trouvé raisonnable la suggestion commune de la Couronne et de la défense de lui imposer une peine suspendue de trois ans, avec comme obligations de garder la paix et de bien se conduire, de ne pas communiquer avec les Bissonnette, de ne pas posséder ou acquérir d'arme à feu et de ne pas se trouver au Canada pendant trois ans, sauf en présence d'un agent de la paix ou d'un agent frontalier.

La Presse canadienne

Arrêt Jordan: un autre accusé de meurtre échappe à son procès

AMÉLI PINEDA

Un deuxième Québécois accusé de meurtre a obtenu vendredi un arrêt de procédures en raison des délais déraisonnables en justice.

Ryan Wolfson était accusé du meurtre de Pierre-Paul Fortier et pour la tentative de meurtre sur l'ancien joueur de hockey Dannick Lessard, survenus à l'automne 2012.

L'homme, qui a déjà été décrit comme un « *criminel endurci* » dans une autre cause, devait être jugé en septembre prochain, soit plus de 58 mois après le dépôt des accusations.

« *La poursuite possédait les outils nécessaires pour faire juger l'accusé dans un délai raisonnable, mais elle ne les a pas utilisés. Malgré l'insistance de l'accusé pour faire valoir son droit, elle ne s'en est guère soucieuse* », écrit le juge Guy Cournoyer, qui a ordonné vendredi l'arrêt des procédures.

L'homme de 45 ans ne retrouvera toutefois pas sa liberté de sitôt, puisqu'il a été condamné à la prison à vie en octobre 2016 pour le meurtre de Frédéric Murdock et deux tentatives de

meurtre contre Tommy et Vincent Pietrantoni.

Il avait aussi essayé d'éviter son premier procès en invoquant l'arrêt Jordan, mais en septembre 2016 le juge André Vincent avait rejeté sa requête.

M. Wolfson avait été arrêté en novembre 2012 et accusé de deux meurtres au premier degré, trois tentatives de meurtre et de possession d'armes à feu chargées. Selon la poursuite, l'accusé a agi comme tueur dans quatre événements distincts pour le compte de Benjamin Hudon-Barbeau, un ancien sympathisant des Hells Angels.

La défense avait tenté d'obtenir cinq procès différents. La poursuite a consenti à diviser les chefs d'accusation pour tenir deux procès

Manque de ressources

L'avocate de M. Wolfson estime qu'on ne peut pas se réjouir d'une victoire en vertu de l'arrêt Jordan, puisque cela traduit un manque de ressources du système de justice.

« *Je suis satisfaite de la décision parce qu'on reconnaît les droits constitutionnels de mon*

client de subir un procès dans des délais raisonnables. Maintenant, on ne peut pas être insensible à la peine que ressent la famille de la victime, mais ce n'est pas à moi qu'il faut en vouloir, c'est au système qui n'a pas su les aider », explique M^e Alexandra Longueville.

En juillet 2016, la Cour suprême a fixé la durée maximale d'un procès à 18 mois à la Cour du Québec et dans les autres tribunaux de la province, et à 30 mois à la Cour supérieure.

« *Depuis l'arrêt Jordan, aucun nouveau juge n'a été nommé. C'est une question urgente à régler. Chaque fois que des procédures sont arrêtées, c'est un message clair qu'envoie la Cour supérieure en disant qu'il y a un manque de ressources et qu'elle ne peut pas remplir son devoir* », souligne M^e Longueville.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales étudiera la possibilité de porter en appel la décision rendue par le juge Cournoyer.

Le 6 avril dernier, Sivaloganathan Thanabalasingham est devenu le premier accusé de

la province à échapper à son procès pour le meurtre présumé de son épouse. La Couronne a porté en appel l'arrêt des procédures la semaine dernière.

L'homme originaire du Sri Lanka est toujours détenu, puisque la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada veut l'expulser et estime qu'il représente un danger pour la société.

Dans la foulée de l'arrêt de procédure, la ministre de la Justice Stéphanie Vallée a exhorté Ottawa à pourvoir au plus vite les postes de juges vacants dans la province. Québec réclame en outre la création de huit nouveaux postes de magistrats. Ottawa n'y a pas consenti. Toutefois, le dernier budget prévoit 55 millions de dollars sur cinq ans pour nommer 28 nouveaux juges à travers le pays, dont 12 en Alberta et 1 au Yukon, ces juridictions ayant les besoins les plus criants. Les 15 autres seront répartis selon les besoins de chacun. La répartition n'est pas encore connue.

Le Devoir



Des caribous forestiers en Gaspésie. Québec assure que les hardes de Charlevoix et de Gaspésie ne subiront pas le même sort que celle de Val-d'Or.

Le transfert de caribous dans un zoo suscite des inquiétudes chez des environnementalistes

ALEXANDRE SHIELDS

Le gouvernement Couillard estime que la capture et le transfert en captivité des derniers caribous de la région de Val-d'Or est la seule solution pour « *assurer la survie* » de cette harde. Il s'agit au contraire d'un dangereux précédent et d'un choix politique qui n'a aucune valeur pour la protection de cette espèce menacée, répliquent des organismes de conservation.

Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, Luc Blanchette, a confirmé vendredi les informations dévoilées par *Le Devoir*: le gouvernement entend bel et bien capturer et déplacer la quinzaine de caribous forestiers de Val-d'Or, en Abitibi, vers le Zoo de Saint-Félicien, au Lac-Saint-Jean.

« *La décision que nous prenons aujourd'hui est responsable et permettra d'assurer la survie de la harde de caribous forestiers de Val-d'Or, et c'est ce que nous vivons d'abord et avant tout*, a-t-il expliqué. L'élément clé du Plan d'action pour l'aménagement de l'habitat du caribou forestier est

de protéger l'espèce, et c'est ce qui nous porte à agir ainsi. »

Le déménagement des animaux vers la captivité sera toutefois définitif. Il n'est pas non plus lié à un programme de reproduction ou de réintroduction en milieu naturel.

Le ministre a reconnu que les efforts de protection de cette population isolée ont été un échec, estimant qu'« *aucun scénario ne permet de garantir son rétablissement* ». Mais, a-t-il souligné en entrevue au *Devoir*, il s'agit d'une mesure « *exceptionnelle* » que le gouvernement ne compte pas répéter pour les deux autres hardes isolées, soit celle de Charlevoix et celle de la Gaspésie.

Selon ce qu'a souligné le porte-parole de la direction générale des mandats stratégiques au MFFP, Francis Fortier, le ministère a pris cette décision après avoir analysé différents « *scénarios* ». Ceux-ci incluaient notamment une meilleure protection de l'habitat forestier et ils ont été analysés à la lumière des impacts économiques des différentes mesures envisagées.

Décision politique

Pour Henri Jacob, président de l'Action boréale, il ne fait d'ailleurs aucun doute que ce déplacement forcé est une « *décision politique* » qui permettra d'« *ouvrir le territoire forestier* » aux entreprises. « *Concrètement, on ne veut pas changer les pratiques forestières pour mieux protéger les caribous. Et la situation de Val-d'Or risque de se reproduire ailleurs, en raison de la pression de l'industrie.* »

Le responsable de la commission Forêt de Nature Québec, Louis Bélanger, juge aussi que le gouvernement « *vient de créer un danger précédent* ». Selon lui, ce type de « *gestion* » d'une espèce en péril risque de se répéter, malgré le discours tenu par le ministre Blanchette. « *Le gouvernement pourrait très bien agir de la même façon, par exemple, avec des rainettes faux-grillon, pour favoriser un promoteur. Est-ce que désormais on va laisser les espèces décliner suffisamment pour ensuite les envoyer dans des jardins zoologiques?* »

Dans l'immédiat, les grands

perdants, ce sont les animaux eux-mêmes, selon M. Jacob. « *On va les capturer, pour ensuite les envoyer mourir dans des enclos* », a-t-il déploré. Biologiste et spécialiste reconnu du caribou, Martin-Hugues St-Laurent a dit craindre que les opérations de capture et de transport des animaux provoquent une mortalité. Certains cervidés, stressés ou blessés lors de leur capture, pourraient selon lui ne pas survivre jusqu'au Zoo de Saint-Félicien.

La directrice générale du Zoo, Lauraine Gagnon, a toutefois promis que les captures seront réalisées « *dans le plus grand respect* ». Concrètement, il est prévu que l'hiver prochain les animaux seront rabattus par hélicoptère vers une zone dégagée, par exemple un lac gelé. Ils seront ensuite capturés grâce à des filets qui permettent de tirer des filets du haut des airs. Ceux-ci seront alors immobilisés, puis mis dans des camions en vue de leur transport.

Le Devoir

L'UNIVERS DU STORE.ca

STORES SUR MESURE
Fabriqué au Québec
MOTORISATION
DISPONIBLE



MONTRÉAL
LONGUEUIL
LAVAL

QUÉBEC
LÉVIS
TROIS-RIVIÈRES

Certifié 5 Étoiles®
418-654-8677
418-654-8677
819-696-8677



MEILLEURS
PRIX GARANTIS



TOILES À ROULEAUX • PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

ESTIMATION GRATUITE
1 855 770-8677

Jusqu'à
50%
DE RABAIS
OU
INSTALLATION
GRATUITE

MONTRÉAL • QUÉBEC • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BELOEIL • BOISBIAND • MAGOG • ST-AGATHE • MONT-TREMBLANT

LES 50 ANS D'EXPO 67



Explosion des modes de transport, innovations technologiques, croissance économique fulgurante et fenêtre ouverte sur un monde jusque-là plongé dans la guerre froide: ces éléments réunis ont fait d'Expo 67 un événement unique dans l'histoire du Québec. Photos: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Fonds ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et Office du film du Québec.



Les premiers pas du multimédia

PAUL CAUCHON

Plus de 5000 films en tous genres furent présentés à Expo 67. Qui fut le lieu de toutes les explorations: immenses écrans qui préfiguraient l'IMAX, environnements multimédias novateurs, cinéma interactif, nouveaux modes narratifs. «Habituellement, les expositions universelles étaient connues pour l'originalité des recherches architecturales, fait remarquer Monika Gagnon. Mais plusieurs observateurs sont d'avis que le cinéma et le multimédia ont surpassé les audaces architecturales à Expo 67.»



Une installation de Charles Gagnon dans le pavillon Chrétien

Monika Gagnon est professeure en communications à l'Université Concordia. Avec d'autres collègues, elle a lancé le projet de recherche CinemaExpo67. Pour ce groupe, Expo 67 s'est démarquée des autres expositions universelles «par ses déploiements cinématographiques et audiovisuels spectaculaires, prenant la forme d'architectures urbaines et futuristes. Aucune exposition universelle avant Expo 67 n'avait expérimenté autant de technologies photographiques, filmiques et télématiques.» Le journaliste canadien Robert Fulford, qui avait arpenté l'Expo en long et en large et qui avait publié en 1968 un livre de souvenirs, *This Was Expo*, constatait pour sa part que «la recherche d'une expérience immersive était au cœur du travail des créateurs». Expo 67 a représenté une véritable «révolution» dans le domaine du cinéma, soutient-il.

et les spectateurs prenaient place dans quatre longues galeries, dans une salle de quatre étages. Le pavillon de la Tchécoslovaquie était également un des moments forts de l'Expo. Il présentait un film, *Kinoautomat*, «probablement le premier film interactif au monde», selon Monika Gagnon. Pendant la projection, l'action s'arrêtait et les spectateurs devaient choisir entre deux éléments narratifs à l'aide d'un petit bouton sur l'accoudoir du siège. Le film continuait selon le vote majoritaire de la salle. *La vie polaire*, présenté dans le pavillon thématique *L'homme interroge l'univers*, est un autre film emblématique de l'Expo. Il avait été réalisé par Graeme Ferguson, qui sera un des coinçeurs du système IMAX quelques années plus tard. Le film parlait à la découverte de la vie arctique et de la culture inuite. Les spectateurs étaient installés sur un plateau qui tournait lentement au centre de onze énormes écrans, voyant spécialisés soutiennent que Ferguson y a expérimenté une organisation spatiale qu'il a par la suite développée avec IMAX.

Dans le pavillon Chrétien, un pavillon océanique qui regroupait plusieurs églises, le réalisateur Charles Gagnon proposait *Le 8^e jour*, un film de 14 minutes qui utilisait plus de 300 photographies et 40 haut-parleurs pour bombarder les spectateurs d'images et de son. Combinant photos, films d'actualité et images animées, le film était un collage qui critiquait la technologie de la

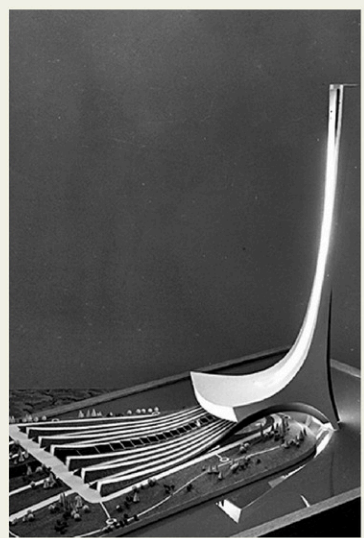
guerre et la culture de consommation, entre autres. Gagnon avait d'ailleurs déclaré dans une entrevue que ce pavillon voulait mettre en pratique les idées de «communication totale» prônées par Marshall McLuhan. Un film en 360 degrés Le film de plus célèbre de l'Expo demeure *Canada 67*, présenté au pavillon du Téléphone. Un film tellement sensationnel qu'on pouvait faire le film pendant des heures pour entrer dans le pavillon. Réalisé par Robert Barclay et produit par Walt Disney, le film de 22 minutes était une ode aux beautés du Canada. Le réalisateur avait filmé, par exemple, les chutes Niagara, le Carnaval de Québec, le Stampede de Calgary, un voyage en bateau au large d'Hali-fax, et même une partie de hockey au Forum entre le Canadien et les Maple Leafs. Le propos était convenu et plutôt patriotique, mais sur le plan technique, le film était éblouissant, du jamais vu. Il était présenté sur un écran de 7 mètres de haut ayant une circonférence de plus de 83 mètres, et il utilisait 9 caméras 35 mm synchronisées en cercle, avec 15 haut-parleurs. Environ 1200 personnes prenaient place dans une salle ronde, et le film se déroulait littéralement partout autour d'elles, sur 360 degrés. Comme le faisait remarquer Ro-

bert Fulford, il était impossible de tout voir puisqu'il aurait fallu avoir des yeux tout le tour de la tête. On notera d'ailleurs que ce pavillon présentait aussi différents objets exposés censés illustrer le téléphone de l'avenir, dont des vidéophones que les visiteurs pouvaient tester. Ce vidéophone n'a jamais été commercialisé... mais la téléphonie vidéo est devenue une réalité grâce à une invention dont personne ne parlait en 1967, Internet, qui a permis de développer les caméras Web et Facetime! Dans le cadre d'une exposition qui sera présentée au Musée d'art contemporain de Montréal cet été, des chercheurs ont tenté de retrouver certains des films de l'Expo. «Quelques-uns ont été reconstitués», explique Monika Gagnon, une des responsables de cette exposition. Mais la plupart de ces films sont perdus dans les archives, et de toute façon leurs formats étaient tellement bizarres et complexes qu'il est difficile de les présenter dans une salle normale.»

850 C'est le nombre de pavillons et de bâtiments en tous genres sur le site.

50 millions Le nombre de visiteurs a atteint en six mois 50 306 648 personnes. On avait prévu en accueillir 30 millions.

«La recherche d'une expérience immersive était au cœur du travail des créateurs» Le journaliste canadien Robert Fulford



L'obsession de la tour

Le maire de Montréal Jean Drapeau voulait absolument une tour pour sa ville, et il en fit une véritable obsession. Il souhaitait particulièrement un symbole fort pour l'Expo et pour le 325^e anniversaire de la métropole en 1967. On raconte qu'il avait rêvé de déménager temporairement la tour Eiffel à Montréal pour l'Expo, une idée qui avait été avancée par son ami Robert Lalpalm, qu'il avait engagé comme directeur artistique d'Expo 67. Une idée complètement saugrenue qui n'avait pas enthousiasmé la Ville de Paris, on s'en doute! Drapeau pilote toutefois une autre idée, très sérieuse: en décembre 1964, il présente en grande pompe à son conseil municipal un projet de tour de 325 mètres de hauteur, évalué à 20 millions de dollars, laquelle tour serait érigée sur la pointe est de «l'île Ronde». La tour se voulait un hommage aux fondateurs de la ville, et le projet était mené avec la Ville de Paris. «Un monument qui va dépasser la tour Eiffel», titrait carrément *Le Devoir* en une le 11 décembre 1964. Drapeau promet que cette tour s'autofinancera. Un appel d'offres est lancé, trois groupes déposent des soumissions, mais aucune n'arrive à respecter le budget prévu. Les coûts montent en flèche. Drapeau s'acharne, mais en juillet 1965, il doit se rendre à l'évidence et il jette l'éponge: Expo 67 n'aura pas de tour. Dix ans plus tard, il prend sa revanche: son réseau de détours, Montréal d'une tour se réalisera avec le mat du Stade olympique... pour le meilleur et pour le pire.

Une Exposition universelle est-elle possible aujourd'hui?

LISA-MARIE GERVAIS

Expo 67 fut l'occasion «d'une catharsis constitutive de l'identité québécoise moderne», résume Pauline Curien, qui s'est intéressée au sujet dans sa thèse doctorale en 2003 et qui travaille aujourd'hui aux Hautes Études internationales de l'Université Laval. Nous lui avons demandé si un événement d'une telle envergure pourrait avoir lieu aujourd'hui, 50 ans plus tard. «Oui et non», a-t-elle répondu. Voyez pourquoi.

Un événement de l'envergure d'Expo 67 pourrait-il avoir lieu aujourd'hui? Oui, dans la mesure où une volonté politique, ça peut vraiment déplacer des montagnes. Certains poussaient de hauts cris en raison des dépenses excessives, mais malgré cela, des personnes la voulaient absolument, des personnes qui détenaient le pouvoir. [...] Regardez ce qu'a fait le maire Labeaume avec son éléphant blanc, ici à Québec. Les opposants considèrent que c'était des dépenses exagérées, mais il avait des appuis, les appuis des bonnes personnes, et avec le caractère qu'on lui connaît, il l'a fait.

Pour Expo 67, ça reposait énormément sur le contexte de l'époque, une époque de grande croissance économique dans tous les pays de l'Occident. C'était les «Trente glorieuses». Si ce contexte de ressources disponibles se présentait de nouveau, et si la capacité des autorités à se parler était simultanée, on pourrait refaire une Expo aujourd'hui. Quant aux objections, il y en aurait, bien sûr, d'ordre environnemental. On a dirigé, à l'époque, des travaux colossaux dans le fleuve et ce serait aujourd'hui controversé en raison des dégâts et de la pollution que ça ferait. Je ne suis pas sûr qu'on pourrait reproduire les choses à l'identique, en creusant le fleuve et en devant des îles. Il faudrait faire des études. À l'époque, encore fallait-il que le concept d'«étude» existe.

Je pense aussi qu'il serait difficile de refaire Expo 67, car le contexte socio-économique n'est plus le même. Expo 67 était un peu la dernière Exposition universelle du XIX^e siècle. On était au XX^e siècle, mais on était encore un peu au XIX^e siècle dans la mesure où tout ce qu'on connaît des XX^e et XXI^e siècles (outils informatiques, Internet, télévision généralisée, etc.) n'existait pas. Découvrir le monde, ça pouvait passer par une Exposition universelle. Aujourd'hui, ça ne passe plus par une expo mais

par la télé, nos ordinateurs... notre curiosité est déjà rassasiée.

Autre élément contextuel: à l'époque, c'était encore la guerre froide. Et une Exposition universelle, c'était la seule possibilité qu'on avait de découvrir des pays comme l'URSS, Cuba, la Tchécoslovaquie, des pays qui autrement étaient fermés comme des huîtres. Aujourd'hui, c'est banal d'aller à Moscou ou à Prague... et Cuba, n'en parlons même pas!

En résumé, ça a été l'impact sur la société québécoise?

Pour ma thèse, j'ai rencontré une vingtaine de personnes en focus group et des thèmes. Il me disaient que l'Expo 67 avait changé leur vie, tant les visiteurs que ceux qui ont contribué à la bâtir et qui y ont travaillé. C'était unanime.

D'abord, c'a changé la vie du public parce qu'il y avait énormément de choses à découvrir, ne serait-ce que les pays du bloc de l'Est, mais également tous les pavillons et les attractions.

La mise en scène d'une Expo comme ça, à l'époque, faisait en sorte que personne qui la visitait se sentait propulsée dans un univers de merveilles extraordinaires, et comme on faisait partie physiquement, par tous nos sens, de ce monde extraordinaire, on le devenait soi-même. Comme si c'était un miroir de soi. C'est quelque chose de très émotif qui ne se mesure pas et qui est très subtil. On est happé par le merveilleux et on en fait partie. Ça se produit très rarement dans une vie.

Toujours concernant les visiteurs, le pavillon du Québec les a beaucoup impressionnés. Cela dit, les avis n'ont pas toujours été favorables. Ce pavillon a reçu son lot de critiques, tant pour son architecture que pour le contenu. Certains ont aimé qu'il représente un Québec ultramoderne et ultrabâtissant. C'était le summum du progrès. On y voyait la représentation d'une mine, d'une ferme laitière dans un design très épuré et géométrique. Pas rustique du tout. Ça a déçu à certains. Mais le choix de la modernité avait été fait dans la représentation du Québec.

Enfin, pour les artisans de l'Expo, ceux qui l'ont bâtie, soit de jeunes hommes dans la trentaine, l'expérience professionnelle qu'ils ont vécue a été remarquable. C'était une véritable chance de pouvoir mettre sur son CV qu'on a travaillé pour Expo 67, qu'on a participé à sa conceptualisation, recruté des fournisseurs.

L'autre vie d'un mariachi

L'héritage d'Expo 67, c'est aussi tous ces gens qui, ayant eu un coup de cœur ou ayant rencontré l'âme sœur, ont décidé de s'installer à Montréal.

LISA-MARIE GERVAIS

Des clubs et des bars du Mexique au restaurant Casa Figueroa, rue Beaubien, en passant par les boîtes de nuit du centre-ville de Montréal et des spectacles dans plusieurs endroits du monde, le cours de la vie du mariachi mexicain Don José Figueroa a un jour changé pour une raison: Expo 67.

«Mon père était venu à Montréal en 1967 pour jouer au pavillon du Mexique, raconte son fils José Luis, qui s'occupe aujourd'hui de l'entreprise familiale Mariachis Figueroa. Le propriétaire d'une boîte de nuit, un Grec, avait entendu mon père et quand l'Expo a fini, il lui a demandé de venir jouer pour lui.»

Six jours sur sept, six mois par année, Don José — qui depuis l'âge de huit ans jouait de la guitare, du violon, et chantait, dit-on, comme un rossignol — ravissait les clients de l'Empress Lounge, rue Metcalfe, le repère des Latinos de l'époque. Venu rejoindre son père en 1970, alors âgé de 16 ans, José Luis se souvient avec bonheur de cette époque. «C'était des belles années. Les propriétaires de la place étaient incroyables. On était très bien reçus. C'était vraiment une belle expérience.»

Au fil des ans, Don José a réussi à faire venir toute sa famille à Montréal, sa femme et ses 11 enfants, et même le beau-frère. Le clan Figueroa a longtemps fait les beaux jours — plutôt les belles nuits — du Venus de Milo, un club non loin de la rue Sainte-Catherine, avant de travailler à son compte un peu partout dans la métropole et ailleurs au Québec. «C'est une dynastie de mariachis!» s'enorgueillissent les Figueroa.

«Je crois au destin», affirme José Luis, fils du mariachi patriarcale. Peu de temps avant l'Expo, la famille avait tout vendu et était sur le point de s'installer au Colorado, là où la vie se serait plus facile pour une famille de musiciens.

Au Mexique, les temps étaient durs. Don José, qui était du célèbre groupe Mariachi Vargas, jouait dans toutes sortes d'endroits plus ou moins sûrs, où la tequila — et la connerie des rustres — coulait à flots. Souvent fatigué à la fin de ces soirées interminables, le groupe devait jouer jusqu'à l'épuisement, à la pointe du fusil. «Il ne l'a pas eu facile, mon père», poursuit son fils.

Mais une petite entorse au destin lui finalement fait prendre la route du Nord. Le designer du pavillon mexicain à la Foire internationale de New York, en 1965, où Don José avait joué, s'est souvenu de lui lorsque fut le temps de répéter l'expérience à Expo 67, à Montréal. «Mon père a aimé le Québec dès qu'il y a mis les pieds. Il ne cessait de vanter la vie ici», insiste José Luis. Coiffés de leurs sombreroes, les Figueroa — aujourd'hui une douzaine de musiciens qui jouent dans différents groupes et qui ont pratiquement le monopole de cette musique au Québec — se sont produits dans plusieurs endroits du monde, dont la Roumanie, Dubaï, et ont même fait partie d'une autre Exposition universelle, celle spécialisée sur les technologies à Brisbane, en Australie, en 1988.

Don José à la voix d'or chante maintenant avec les oiseaux du paradis, non sans avoir laissé un héritage d'une valeur inestimable à un Québec qui s'est ouvert sur le monde: trois générations de mariachis — dont un petit-fils qui a étudié l'opéra — qui font retentir cette musique festive et pittoresque, inscrite depuis peu au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité.



Le patriarcale à la voix d'or, Don José Figueroa, a donné naissance, après Expo 67, à toute une dynastie de mariachis amoureux du Québec.

Un coup de fouet pour les transports urbains

Expo 67 a donné un véritable coup de fouet au système de transport montréalais. Des infrastructures majeures, comme les autoroutes Bonaventure et Décarie et le pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, ont été créées ou améliorées en prévision de l'événement. Le métro, inauguré quelques mois auparavant, a évidemment été le moyen de transport privilégié pour se rendre à l'Expo. Le site même d'Expo 67 a été le lieu d'expérimentation de plusieurs modes de transport. Toutes les images d'archives montrent le très populaire minirail bleu qui parcourait le site du matin au soir. Les visiteurs ont également pu se déplacer en gondole et en vaporetto, en pousse-pousse, en pédicab. Des hélicoptères ont fait la navette pour transporter des visiteurs. Un aéroglisseur britannique sillonnait le fleuve, qui a transporté quelque 350 000 passagers pendant l'été, dont plusieurs jusqu'à l'île Charron. Il parvenait d'ailleurs à monter les rapides de Lachine. Mais le moyen de transport le plus populaire était probablement l'Expo-Express. Ce train rapide de surface empruntait un trajet de près de six kilomètres et faisait la navette entre cinq stations sur le site. Il était composé de huit trains comportant chacun six wagons. Ses commandes étaient complètement automatisées. Les voitures roulaient sur des roues en fer. Chaque train pouvait transporter 1000 passagers, et il semble que le temps d'attente entre les trains était d'à peine cinq minutes. Dans ses mémoires, Yves Jasmin soutient que l'Expo-Express avait été conçu pour être utilisé dans le tunnel sous la montagne et pour devenir un des trains de banlieue. «On prévoyait même que ce train se rendrait de la Gare Centrale à l'aéroport de Dorval ou de Mirabel, qui existait déjà dans l'esprit des planificateurs», dit-il. C'était le fameux rêve de la navette rapide entre le centre-ville et l'aéroport. Un beau projet qui n'a jamais vu le jour. Le train a été en fonction sur un circuit plus petit jusqu'en 1972, puis il a été remis. Après plusieurs projets avortés pour le relancer, les wagons ont fini par être envoyés à la ferraille.



L'Expo-Express fera la gloire de Terre des hommes mais il ne deviendra jamais le train de banlieue promis par le maire Jean Drapeau.

Le Devoir

LES 50 ANS D'EXPO 67



PHOTOS BANQ/FONDS MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE/OFFICE DU FILM DU QUÉBEC

Ode à la modernité et au progrès technologique, l'architecture et le contenu du pavillon du Québec, tout de verre et d'acier, a suscité des réactions très partagées.

Connaissez-vous bien Terre des hommes ?

1. Quels sont les trois pays qui, en 1960, avaient présenté leur candidature pour tenir une Exposition universelle en 1967 ?

- Le Canada, l'URSS et la France
- Le Canada, l'URSS et l'Autriche
- Le Canada, l'URSS et le Japon

2. Qui a dessiné l'emblème de l'Expo ?

- Julien Hébert
- Jean Drapeau
- Robert Lapalme

3. Quel pavillon avait le plus grand restaurant de l'Expo ?

- L'URSS
- Le Québec
- La France

4. Quel grand pays de l'Europe de l'Ouest n'a pas été représenté à Expo 67 ?

- L'Italie
- Les Pays-Bas
- L'Espagne

5. Quelle grande star du cinéma mondial a présenté un tour de chant pendant deux semaines, à partir du 12 juin, à l'Expo-Théâtre ?

- Judy Garland
- Marlene Dietrich
- Catherine Deneuve

6. Quel grand compositeur et chef d'orchestre américain de jazz a présenté son spectacle du 3 au 9 septembre à l'Expo-Théâtre, en compagnie d'une grande chanteuse de jazz ?

- Dizzie Gillespie
- Miles Davis
- Duke Ellington

7. Plusieurs pays africains se sont regroupés dans une très fréquentée « place d'Afrique » pour pouvoir être présents à l'Expo. Combien étaient-ils ?

- 8.
- 15
- 21

8. À 23 ans, un ingénieur horticole est nommé responsable de l'aménagement et de l'entretien paysager du site. Il est ensuite devenu très connu sur la scène municipale. Qui est-il ?

- Pierre Bourque
- Jean-Paul L'Allier
- Jean Doré

9. Qui a composé la chanson-thème *Un jour, un jour* ?

- Jean-Pierre Ferland
- Stéphane Venne
- Luc Plamondon

10. Quelle célèbre émission américaine de variétés a enregistré deux épisodes sur le site de l'Expo ?

- The Ed Sullivan Show*
- The Dean Martin Show*
- Rowan and Martin Laugh in*

11. Quel architecte a conçu Habitat 67, le plus audacieux projet architectural de Montréal ?

- Le Corbusier
- Moshe Safdie
- Buckminster Fuller

12. Quel objet célèbre a été exposé au pavillon de l'Ontario ?

- La couronne de la reine britannique
- La coupe Stanley
- La Constitution de 1867



RÉPONSES

1. Le Canada, l'URSS et l'Autriche. L'Autriche s'est retirée rapidement avant le vote du Bureau international des expositions, vote remporté par Moscou, qui avait ainsi célébré le centenaire de la Révolution russe de 1917. Mais l'URSS s'est dissolue en avril 1962, ouvrant ainsi la porte à Montréal.
2. Julien Hébert. Designer industriel et professeur, il a également conçu le logo du cégep du Vieux-Montréal et il est l'un des architectes de la station de métro Place-Saint-Henri. Il a reçu le prix Paul-Émile-Borduas en 1979.
3. L'URSS. Son restaurant avait une capacité d'accueil de plus de 1000 places.
4. L'Espagne. Le gouvernement de Franco trouvait les coûts trop élevés.
5. Marlene Dietrich.
6. Duke Ellington, en compagnie de Sarah Vaughan.
7. Quinze : le Cameroun, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et le Togo.
8. Pierre Bourque, qui a ensuite été maire de Montréal de 1994 à 2001.
9. Stéphane Venne. La version la plus connue a été enregistrée par Donald Lauvec, mais Michèle Richard en a également fait une version.
10. *The Ed Sullivan Show*. Une des émissions mettait en vedette The Supremes, qui se produisaient sur le site, l'autre mettait en vedette Petula Clark.
11. Moshe Safdie. Il était alors dans la vingtaine, et le projet Habitat 67 était une adaptation de sa thèse de maîtrise en architecture présentée à l'Université McGill.
12. La coupe Stanley, puisque les Maple Leafs de Toronto avaient remporté la finale de la LNH contre les Canadiens au printemps 1967, au grand désespoir des Montréalais. Depuis cette date, Toronto n'a jamais regagné la coupe Stanley...



Le psychédélique pavillon Kaléidoscope et le minirail : deux icônes de Terre des hommes

La mémoire toujours vive un demi-siècle plus tard

Le 50^e anniversaire d'Expo 67 ne passera pas inaperçu : la programmation officielle du 375^e anniversaire de Montréal prévoit 14 événements consacrés à l'anniversaire de l'Exposition universelle. Petite sélection.

Expo 67 : Mission impossible. Ce « thriller documentaire » des Productions de la Ruelle sera lancé le 25 avril lors d'un visionnement public à la Place des Arts (diffusion ultérieure à Canal D). Les réalisateurs Guylaine Maroist, Michel Barbeau et Eric Ruel ont eu accès à de nombreux documents exclusifs ou peu connus pour raconter la genèse de l'Expo et la façon dont ce projet fou fut réalisé contre toute logique en un temps record.

Expo 67 : Rêver le monde. Ce projet du Musée Stewart, situé sur l'île Sainte-Hélène, sera lancé le 26 avril. Le musée proposera une exposition qui plongera les visiteurs dans un parcours formé notamment d'installations immersives, à partir d'images de l'ONF et de Radio-Canada.

Mode Expo 67. Le Musée McCord propose, depuis le 17 mars, une exposition qui fait revivre le travail des créateurs dans le domaine de la mode à l'époque de l'Expo. Le musée lancera également le 9 juin une installation de 24 photographies en couleurs, rue McGill College, afin d'illustrer l'animation qui régnait sur les îles à cette époque.

Révolution. Le Musée des beaux-arts de Montréal propose, à partir du 17 juin, cette grande exposition immersive, reprise du Victoria and Albert Museum de Londres, qui se veut un parcours de la musique, du cinéma, de la mode et de l'activisme de la fin des années 1960. Le musée offrira aussi, à compter du 5 juin, *La balade pour la paix*, une exposition d'art public de 67 œuvres rue Sherbrooke, en hommage à l'Expo et au 375^e de Montréal.

À la recherche d'Expo 67. Ce projet du Musée d'art contemporain de Montréal est particulièrement attendu. Le musée a demandé à plusieurs artistes de produire des œuvres qui s'inspirent d'Expo 67. Il s'agira de 19 œuvres d'artistes québécois et canadiens qui voudront dialoguer avec l'esprit de 1967. Le musée veut également présenter quelques films avant-gardistes de 1967, recréés avec les technologies d'aujourd'hui. À partir du 21 juin.

Expo 67 Live. L'esplanade de la Place des Arts proposera en septembre une immersion cinématographique sur une douzaine d'écrans pour faire revivre l'Expo. Une production de l'ONF.

Terre des jeunes. Le Centre d'histoire de Montréal s'est lancé, il y a déjà quelques mois, à la recherche de la mémoire de ceux qui avaient de 11 à 21 ans en 1967. À compter du 16 juin, le Centre présentera une exposition qui rendra compte de cette expérience marquante pour toute une génération.

Le Devoir

SOIRÉES Relations

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES LE QUÉBEC À UN TOURNANT ?

Dans la foulée du dossier de la revue Relations « Violences - Entendre le cri des femmes » (avril 2017)

Les cas d'agressions sexuelles dans les universités, les violences subies par les femmes autochtones et les mobilisations que ces situations suscitent servent un puissant électrochoc à la société québécoise depuis plusieurs mois. Comment comprendre et changer les choses ? À quelles transformations et solidarités les hommes sont-ils appelés pour que cessent ces violences ?

AVEC :

- **Aurélié Lanctôt**, auteure du livre *Les libéraux n'aiment pas les femmes* (Lux, 2015) ;
- **Éliane Legault-Roy**, politologue et militante féministe ;
- **Nicolas Lévesque**, psychanalyste, éditeur et écrivain ;
- **Isabelle Paillé**, de Femmes autochtones du Québec.



Brigitte Normandin

À MONTRÉAL

LE LUNDI 24 AVRIL 2017, DE 19 H À 21 H 30
Université du Québec à Montréal
Pavillon des sciences de la gestion, salle R-M130
315, rue Sainte-Catherine Est (niveau métro)

Contribution suggérée : 5\$
RENSEIGNEMENTS : Christiane Le Guen : 514-387-2541, poste 234 ou cleguen@cfq.ca | cfq.qc.ca/sp

Organisée par le Centre justice et foi, avec la collaboration du Département de sciences des religions de l'UQAM.

Papeterie Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30



Congédié ?

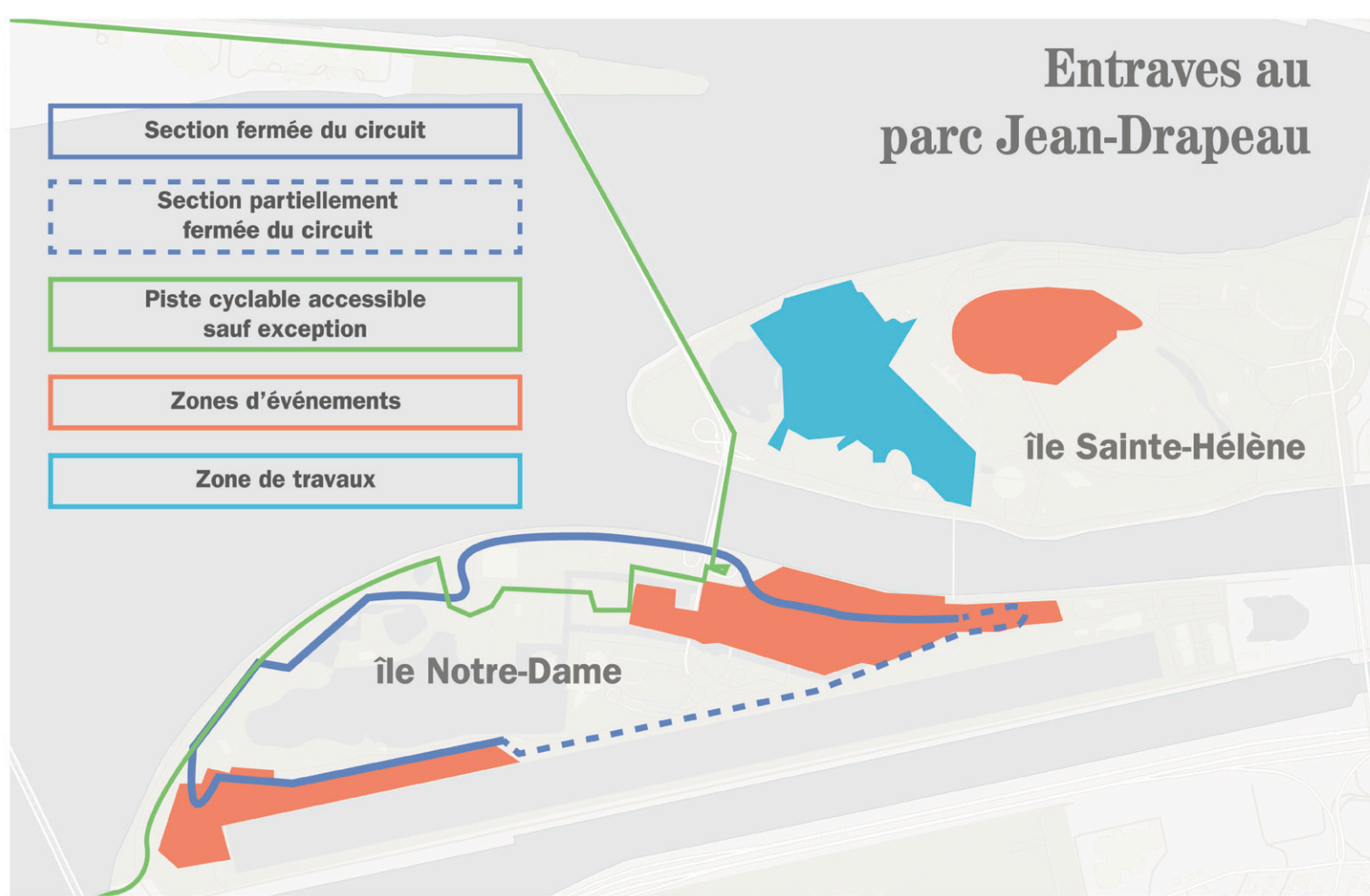
Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

ACTUALITÉS



Le lien cyclable reliant la Rive-Sud et le parc Jean-Drapeau ainsi que celui menant vers le pont de la Concorde resteront quant à eux accessibles aux gens qui les utilisent pour se rendre au travail à vélo. Leur trajet sera toutefois un peu modifié, a annoncé la Société du parc Jean-Drapeau.

La Société du parc Jean-Drapeau se défend de sacrifier les usagers du site

AMÉLI PINEDA

Les retombées économiques générées par des entrepreneurs privés, dont evenko, sont trop importantes pour s'en priver, dit la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). Celle-ci se défend d'avoir sacrifié les usagers du site en fermant cet été le complexe aquatique et le circuit Gilles-Villeneuve pour assurer notamment la tenue de spectacles musicaux.

Vendredi, la Société du parc Jean-Drapeau a annoncé que le circuit Gilles-Villeneuve sera complètement fermé du 8 mai au 4 septembre.

« On ne pouvait pas dire à nos promoteurs "vous n'êtes pas là cette année". D'abord, on a des ententes avec eux et on aurait été poursuivi. Aussi, il ne faut pas perdre de vue que nos contrats avec eux représentent d'importantes retombées économiques », a fait valoir Ronald Cyr, directeur général de la SPJD.

Trois importants sites événementiels seront aménagés dans le parc, dont deux directement sur le circuit.

La SPJD tentera, lorsque possible, d'ouvrir de 18 h à 21 h une section en ligne droite du circuit pour permettre aux cyclistes de s'y entraîner.

Les coureurs et amateurs de patins à roues alignées habitués à utiliser le site devront donc se trouver un nouvel endroit pour pratiquer leur sport.

Rappelons que cette fermeture est la conséquence des travaux de construction de l'amphithéâtre sur le site où se déroulaient jusqu'à l'an dernier les spectacles musicaux, ce qui force evenko à déménager ses événements sur le circuit automobile.

Ce même chantier force la fermeture du complexe aquatique fréquenté annuellement par quelque 65 000 baigneurs et athlètes.

Les travaux de plus de 70 millions, financés par Montréal et le gouvernement du Québec, débuteront ce printemps. Ils impliquent notamment la mise en place d'un

« On ne pouvait pas dire à nos promoteurs "vous n'êtes pas là cette année" »

Ronald Cyr, directeur général de la Société du parc Jean-Drapeau

« village événementiel » et d'une « allée Calder » qui doit relier l'œuvre de l'artiste à la Biosphère.

Privatisation

Des utilisateurs du site n'ont pas tardé à manifester leur déception à la suite de l'annonce de fermeture du circuit.

Ils accusent la Ville de Montréal de privatiser un site public réputé pour être un lieu d'entraînement de nombreux Montréalais.

« Manifestement, evenko passe avant nous. On dit aux jeunes de bouger, mais on ferme une piscine et un circuit pour des spectacles. Mes jeunes de 8 à 15 ans, c'est au circuit que je les entraîne, ça met en péril leur raison, cette fermeture », mentionne Sébastien Delorme, président du club de vélo Xpress de Montréal.

Daniel Chartier, ancien architecte-paysagiste à la Direction des grands parcs de la Ville, croit que le parc Jean-Drapeau se transforme en une deuxième place des Festivals.

« L'accès public du parc est devenu secondaire, l'important, c'est l'événementiel », souligne M. Chartier.

L'ancien employé de la Ville rappelle qu'en 2011, dans le cadre de la consultation publique Carte blanche, en vue des festivités du 375^e anniversaire de Montréal, les Montréalais avaient exprimé le désir d'avoir surtout un meilleur accès au fleuve.

« Pour un legs, c'est difficile d'expliquer en quoi il est bénéfique pour les Montréalais. On parle d'un amphithéâtre destiné à recevoir des spectacles et d'une allée bétonnée qui va être aussi large que le boulevard René-Lévesque. Est-ce qu'un Montréalais va vraiment vouloir aller se promener là pour se sentir plus près du fleuve ? » questionne M. Chartier.

L'opposition officielle a aussi dénoncé une mauvaise gestion de la part de la Ville. « Le maire Coderre fait passer les intérêts d'un promoteur privé avant ceux des Montréalaises et Montréalais », a dénoncé la chef de Projet Montréal, Valérie Plante.

Au cabinet du maire Denis Coderre, on assure que le parc Jean-Drapeau demeure un site ouvert à tous.

« Il est inexact et inopportuniste de croire que l'intérêt privé prime celui des usagers », mentionne Marc-André Gosselin, attaché de presse du maire Coderre.

Pourtant, jusqu'en mars 2015, les legs du parc Jean-Drapeau annoncés pour le 375^e de Montréal, dans un plan nommé Horizon 2017, étaient estimés à 55 millions. La plus grande part était vouée à l'aménagement d'une promenade panoramique, soit 22,5 millions, et au dépoussiérage de la place des Nations, vestige d'Expo 67, soit 12,5 millions.

À la suite d'un rapport de l'inspecteur général révélant des irrégularités dans l'octroi de contrats pour les projets d'Horizon 2017, le maire Denis Coderre a annoncé une révision des priorités.

L'enveloppe pour la construction du nouveau parterre a été augmentée à 30 millions, soit six fois plus que le montant prévu au plan Horizon 2017. Le budget pour les travaux de l'allée Calder a également été bonifié, passant de 15 à 32 millions. Aujourd'hui, la promenade aura droit à environ 6 millions, alors que la place des Nations a été écartée des plans.

Le Devoir

GRAND PRIX DE F1

La facture des rénovations grimpe à 52 millions

JEANNE CORRIVEAU

Les coûts de réfection des infrastructures au circuit Gilles-Villeneuve pour le Grand Prix de Formule 1 viennent de grimper de 4 millions supplémentaires en raison de modifications demandées par la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

Avec l'octroi d'un contrat sans appel d'offres au promoteur de l'événement, la facture des travaux liés à la modernisation des paddocks atteint maintenant 52 millions pour les contribuables.

En vertu d'une entente conclue en 2014 afin de présenter le Grand Prix jusqu'en 2024, Montréal s'était engagé à procéder à d'importants travaux pour mettre aux normes le circuit Gilles-Villeneuve selon les instructions de la FIA.

À l'origine, le coût des nouveaux paddocks était estimé à 30 millions. En décembre dernier, la Ville de Montréal a toutefois confirmé une augmentation de la facture de 18 millions pour un total de 48 millions. L'échéancier des travaux a aussi été reporté à 2019. La Ville affirmait alors que Québec assumerait ce dépassement de coûts.

Modifications demandées

En prévision de la tenue de la course qui aura lieu du 9 au 11 juin prochains, la FIA a exigé de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) de nouvelles modifications aux installations.

Comme le temps presse, la Ville dit ne pas avoir le temps de procéder par appel d'offres pour effectuer les travaux requis. Elle a donc demandé au ministère des Affaires municipales l'autorisation d'octroyer un contrat de gré à gré au promoteur de l'événement, Groupe de course Octane, pour le montage et le démontage de la « zone hospitalité » destinée aux pilotes ainsi que pour la mise aux normes d'éléments de sécurité du circuit.

Dans une lettre adressée au sous-ministre Marc Croteau le

31 janvier dernier, le directeur général de la Ville, Alain Marcoux, souligne que la valeur du contrat est évaluée à 3,1 millions et que les modifications sont requises dans un délai serré « qui ne permet pas de respecter les dispositions de la Loi sur les cités et villes pour l'octroi des contrats ».

L'expérience d'Octane

Dans sa missive, M. Marcoux explique aussi qu'Octane est la mieux placée pour effectuer ces travaux, car elle « possède l'expérience et la compétence pour avoir été la seule depuis les dix dernières années à avoir fait ce genre de travaux ».

La FIA a depuis demandé d'autres modifications et le contrat à Octane atteint maintenant 4 millions.

Au cabinet du maire Coderre, on indique que les modifications exigées par la FIA sont nécessaires pour assurer la sécurité des pilotes et de leurs équipes dans la zone hospitalité qui se trouve derrière les paddocks. Elles sont attribuables aux changements de poids et de grosseur des voitures, précise-t-on.

La Ville espère que Québec paiera sa part, soit 18 millions. Les négociations se poursuivent.

Rappelons qu'Octane, Québec et Montréal versent déjà 18,7 millions annuel-

lement aux propriétaires de Formula One Management pour la présentation du Grand Prix jusqu'en 2024.

L'opposition à l'Hôtel de Ville dénonce cette nouvelle hausse de dépenses pour le Grand Prix.

« La surenchère de dépenses pour la F1 est directement liée à l'empressement de Denis Coderre de signer un chèque en blanc aux milliardaires de cette industrie », a commenté le conseiller de Projet Montréal Alain Vaillancourt. « La question qu'on va devoir se poser est de savoir jusqu'où les contribuables montréalais et les Québécois sont prêts à aller dans ce puits sans fond. »

Le Devoir

Montréal veut la dalle-parc pour l'échangeur Turcot

La pression monte sur le ministère des Transports du Québec pour inclure à nouveau dans le chantier de l'échangeur Turcot un passage jugé crucial pour les piétons et les vélos. La Ville de Montréal réclame l'aménagement de ce parc urbain de

40 millions de dollars qui devait permettre aux piétons et aux cyclistes de franchir le nouvel échangeur Turcot. Cette dalle faisait partie des plans originaux du MTQ, mais a disparu du projet pour une raison de coûts. Une pétition demandant au MTQ de remettre la dalle-parc dans le projet a aussi recueilli 6562 signatures au moment d'écrire ces lignes.

Le Devoir



Chaque jour, les bénévoles et les donateurs contribuent à sauver des vies.

Du fond du cœur, **MERCI !**



ACTUALITÉS

Quand Netflix montre le suicide

La popularité de la série pour ados *Treize raisons* inquiète le milieu de la prévention

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

Le milieu de la prévention du suicide au Québec s'inquiète de l'impact de la populaire série de Netflix destinée aux adolescents *Treize raisons*. Pour les experts, présenter une scène de suicide de manière explicite peut avoir un effet d'entraînement. Plusieurs craignent aussi que le suicide puisse être perçu comme l'unique solution aux problèmes vécus par le personnage principal.

«Le milieu est unanime, montrer explicitement un suicide n'a pas d'effet dissuasif, ça peut aggraver la détresse d'un jeune déjà vulnérable. Ça peut être très dangereux de mal parler du suicide et, dans le cas de cette série, on franchit la ligne», s'inquiète Jérôme Gaudreault, le directeur de l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS).

Jeunesse J'écoute confirme que plusieurs jeunes ont contacté son service d'aide cette semaine après avoir visionné des épisodes. «Ils se sont sentis ébranlés», rapporte Alain Jonhson, directeur des services cliniques.

Treize raisons, c'est l'histoire d'Hannah, qui, après son suicide, laisse derrière elle treize cassettes audio. Autant de récits destinés aux protagonistes qu'elle estime être en partie responsables de son geste. Intimidation, agressions sexuelles, relations amoureuses, amitié et réseaux sociaux sont d'autres thèmes abordés par la série basée sur un roman de Jay Asher. La scène de suicide est présentée de façon explicite, tout comme une agression sexuelle.

Les écoles américaines ont été submergées par la déferlante de la série, mentionne Jérôme Gaudreault. Jeudi, il a participé à un webinaire «d'urgence» auquel plus de 2000 in-

tervenants scolaires, surtout américains, ont participé. «Certains ont mentionné qu'on répertorie déjà des cas d'imitation, aux États-Unis. Il y a des risques majeurs», avertit-il.

Entraînement

C'est l'effet Werther, explique le psychologue et directeur du Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie Réal Labelle. «Devant un antagoniste qui nous ressemble, si on est vulnérable, son suicide peut nous apparaître comme une option. Plus ce geste est glorifié, plus c'est dangereux. Il faut éviter de créer des héros ou d'en faire un geste romantique», soutient-il. L'impulsivité caractéristique de l'adolescence comporte une zone de risque supplémentaire.

L'AQPS mettra sous peu à la disposition des intervenants scolaires du Québec des outils pour affronter le phénomène. L'organisme rappellera l'importance de faire du repérage et de diriger les jeunes qui présentent des signes préoccupants vers les ressources existantes.

«Est-ce que le message lancé, c'est que le suicide est la seule solution dans ce genre de situation vécu par le personnage? s'inquiète Alain Johnson. Le suicide n'est pourtant pas une solution, mais plutôt l'absence de solution.»

Détruire un mythe

Netflix Canada n'a pas répondu à notre demande d'entrevue, vendredi. «Ca me semblait l'occasion idéale pour montrer de quoi a vraiment l'air le suicide, de détruire le mythe d'un départ paisible, a par contre expliqué le scripteur Nic Sheff au magazine *Vogue*. La chose la plus irresponsable que nous aurions pu faire aurait été de ne pas montrer la mort du tout [...] On voit que le suicide n'est pas un apaisement, mais bien une hor-



Treize raisons raconte l'histoire d'une adolescente américaine qui s'enlève la vie et laisse un témoignage en treize volets audio.

NETFLIX

« J'ai aimé le réalisme et le fait qu'on ne nous traite pas comme des enfants en nous cachant la réalité »

Marilou, 14 ans

reur. » Sur Netflix, un documentaire sur l'envers du décor expose aussi les motivations des artisans de la série.

Au cours des derniers jours, de nombreux parents ont constaté que leur enfant, parfois âgé d'à peine 11 ans, avait déjà amorcé le visionnement de la série.

Netflix en a fait une promotion intense. Selena Gomez en est la porte-parole et productrice déléguée: c'est une actrice et chanteuse de 24 ans immensément populaire chez les jeunes.

La recherche «13 reasons why» est selon Google Trends un sujet aussi populaire ces jours-ci au Québec que les séries éliminatoires. Marilou, une adolescente de 14 ans, explique que la série a été lancée un vendredi et que, le lundi à l'école,

«tout le monde en parlait».

Un constat partagé par Jessica Comeau-Audigé, qui détient une maîtrise en psychoéducation. Elle donnait justement des ateliers de prévention de la dépression dans des écoles secondaires auprès des 14-18 ans cette semaine. «Ils ont presque tous mentionné qu'ils l'écoutaient. Selon mes observations, ils s'identifiaient beaucoup aux personnages et ça les amenait à parler de leur vécu», constate-t-elle.

«J'ai aimé le réalisme et le fait qu'on ne nous traite pas comme des enfants en nous cachant la réalité», mentionne Marilou. Même si elle n'entretient pas d'idées noires, elle a ressenti le besoin d'en parler avec sa mère. De bonnes discussions ouvertes en ont découlé.

A partir du moment où il est

difficile d'échapper au phénomène, comment agir?

La conseillère scientifique à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Marie-Claude Roberge rappelle qu'il est de la responsabilité des parents d'exercer une certaine surveillance de l'utilisation des médias faite par leurs enfants. «Les fictions ne sont pas des outils pédagogiques, ce sont des créations», rappelle-t-elle.

Alain Johnson conseille aux parents d'aborder franchement la question. «Si mon jeune a regardé la série, l'objectif n'est pas de faire du contrôle, mais de saisir l'occasion pour discuter. On peut lui demander s'il souhaite qu'on visionne des épisodes ensemble, lui demander ce qu'il en pense, si ça le touche ou s'il a vécu des situations semblables.»

On peut demander directement à toute personne qui s'isole ou présente des signes inquiétants si elle a pensé au suicide, rappelle-t-il. «À partir de là, on peut trouver des moyens pour que le jeune soit en sécurité et obtienne rapidement l'aide dont il a besoin.»

Chez Tel-jeunes, le chef

d'équipe Hertel Huard rappelle que parler de suicide avec quelqu'un ne suscitera pas des idées suicidaires ni n'aggraverait des pensées noires déjà existantes. «Au contraire, ça peut aider à désamorcer la crise, dit-il. Tout comme on ne juge jamais les jeunes, on ne jugera pas la série. Au contraire, y accoler un interdit peut augmenter l'intérêt qui y est porté. Par contre, on tient à soulever le point que les jeunes ont besoin d'être accompagnés.»

Le psychologue Réal Labelle rappelle que «dans la quasi-totalité des suicides, il y a une crise. Et cette crise est réversible, on s'en sort!» De plus, la majorité des personnes qui attendent à leurs jours souffrent d'une maladie mentale, laquelle, elle aussi, peut être traitée. «Il importe de mettre l'accent sur les raisons non pas pour mourir, mais pour vivre.»

Le Devoir

Besoin d'aide?

Ligne j'appelle 1-866 277-3553
Jeunesse J'écoute 1-800 668-6868
Tel-jeunes 1-800 263-2266

CYCLISME ET VIE SEXUELLE UN DIMANCHE AU TOURMALET

vélo mag

GUIDE D'ACHAT MONTAGNE VILLE 2017

Camps d'entraînement
Un bonus pour la tête et les jambes

DESTINATIONS
Piémont rime avec dégustation
Écosse version pneus à crampons

NUTRITION
Le chef et le chercheur
Jean Soulard et Benoît Lamarche

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU GUIDE D'ACHAT MONTAGNE

Et participez au concours en vous abonnant dès maintenant à un tarif exceptionnel:

1 AN = 25\$ (40% de réduction)* | 2 ANS = 41\$ (51% de réduction)* | 3 ANS = 57\$ (54% de réduction)*

WWW.VELOMAG.COM/CONCOURS2017

*Plus taxes, réduction sur le prix en kiosque



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Crues printanières: le sud du Québec sous surveillance

Plusieurs rivières du Québec sont sous surveillance, alors que le niveau des eaux continue de monter près de certaines municipalités en raison des crues printanières. Les municipalités riveraines de la rivière des Outaouais, du lac des Deux Montagnes et des rivières des Mille Îles et des Prairies, dans le sud du Québec, se situent actuellement dans les zones les plus à risque d'être touchées par des débordements. «Ce sont de grosses rivières qui réagissent lentement. Les pauses entre les épisodes de précipitations ne sont pas assez longues pour permettre au niveau des eaux de baisser», explique Thomas Blanchet, porte-parole du ministère de la Sécurité civile du Québec. Trois villes de l'Outaouais ont décrété l'état d'urgence depuis jeudi, soit Rigaud, Pontiac et Saint-André-Avellin, souligne M. Blanchet. L'eau a complètement envahi les rues de Rigaud, forçant l'évacuation de dizaines de résidents. Plusieurs propriétaires ont dû quitter leur maison, mais une centaine ont décidé de rester malgré l'urgence.

ACTUALITÉS



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Gabriel Nadeau-Dubois est conscient de bousculer l'ordre établi à Québec solidaire. Il rejette néanmoins l'étiquette de «jeune converti», rappelant ses années de militantisme.

QUÉBEC SOLIDAIRE

Nadeau-Dubois souhaite des alliances stratégiques avec le PQ

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

La conclusion d'alliances électorales entre Québec solidaire et le Parti québécois est non seulement «possible», mais «souhaitable» en vue du scrutin de 2018, est d'avis Gabriel Nadeau-Dubois.

«Mais je ne veux pas partir en peur», précise d'emblée l'aspirant co-porte-parole de QS dans un entretien avec *Le Devoir*. Il dit poser un regard «pragmatique» sur la convergence des forces indépendantistes et progressistes. «Mon approche là-dessus, elle est très modérée, elle est très prudente», répète-t-il comme un mantra à l'approche du premier débat entre les candidats au porte-parolat de QS (dimanche à Montréal).

À l'instar d'une fusion entre QS et Option nationale, des alliances électorales «dans certaines circonscriptions, de manière ponctuelle et à certaines conditions», entre le PQ et QS visant à empêcher le Parti libéral du Québec de tirer profit de la division des voix indépendantistes et progressistes doit être envisagée, selon lui.

La réélection du PLQ dans un an et demi constituerait «un échec pour tout le Québec», souligne M. Nadeau-Dubois, avant d'ajouter, quelques minutes plus tard : «Il ne faut pas remplacer des néolibéraux rouges par des néolibéraux bleus.»

Les deux autres prétendants au poste de porte-parole masculin ont des vues bien arrêtées sur la question de la «convergence». Jean-François Lessard milite pour l'ouverture de «négociations» entre QS et le PQ en vue de la rédaction d'une «plateforme commune», qui servirait de «guide» pour un éventuel gouvernement Lisée.

De son côté, Sylvain Lafrenière presse les membres de Québec solidaire de rejeter caté-

riquement les appels du pied du PQ. «Je ne partirai pas en croisade pour une option ou une autre», affirme quant à lui M. Nadeau-Dubois, se refusant de trancher le «débat délicat» en lieu et place des membres des deux partis politiques.

D'autre part, M. Nadeau-Dubois ne se fait pas de mauvais sang à l'idée de voir les membres trancher le débat non pas en mai, mais en novembre prochain, et ce, contrairement à ses deux adversaires. Qui sait, les membres du PQ pourraient profiter de leur congrès à l'automne pour calmer ou fouetter les ardeurs de leur chef, Jean-François Lisée, à signer un pacte de non-agression avec QS.

Pas un jeune converti

L'homme âgé de 26 ans est conscient qu'il «bouscule», voire «dérange» l'ordre établi, à commencer à QS. Plusieurs militants de longue date ont sourcillé en le voyant le 9 mars dernier briguer le poste de porte-parole masculin de QS en plus de celui de député de Gouin à l'Assemblée nationale, et ce, quelques jours à peine après avoir officiellement grossi les rangs de la formation politique de gauche.

«Il ne faut pas confondre enracinement militant et corporatisme. Québec solidaire, c'est le parti de toute la gauche. Ce n'est pas parce que j'ai pris ma carte récemment que je suis un jeune converti. Les luttes que mène Québec solidaire, ce sont des luttes auxquelles j'ai participé», fait-il valoir, citant notamment celle contre la construction de l'oléoduc Energie-Est de TransCanada.

Il reproche à demi-mot à ses détracteurs d'appeler des jeunes à sauter dans l'arène politique... à condition d'y «reste[r] tranquilles». «QS ne grandira pas de l'intérieur», conclut «GND».

Le Devoir

L'ex-ministre Vic Toews reconnu coupable de conflits d'intérêts

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

L'ex-ministre fédéral Vic Toews a été reconnu coupable vendredi de conflits d'intérêts parce qu'il a vendu ses services à des communautés autochtones avec lesquelles il avait traité lorsqu'il était au pouvoir.

La commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, Mary Dawson, a documenté deux contraventions à la Loi sur les conflits d'intérêts. Ces déclarations ne sont que symboliques puisque la Loi ne prévoit aucune sanction.

Alors qu'il était président du Conseil du Trésor, Vic Toews a autorisé en 2007 le transfert d'un terrain militaire de Winnipeg à la Société immobilière du Canada (SIC). Plusieurs communautés autochtones, dont la nation de Peguis, convoitaient ce terrain. N'ayant pas été consultées avant le transfert, elles l'ont contesté devant les tribunaux. À ce titre, M. Toews a été nommé dans la cause comme intimé. M. Toews a quitté la vie politique en juillet 2013 et a offert quelques semaines plus tard des conseils juridiques à la nation de Peguis.

La Loi, écrit M^{me} Dawson, «interdit à tout titulaire de charge publique, y compris les ministres, d'agir au nom ou pour le compte d'une personne ou d'un organisme relativement à une instance, opération, négociation ou autre affaire auxquelles

la Couronne est partie et dans laquelle il a représenté ou conseillé celle-ci. C'est ce qu'on appelle communément le «changement de camp».

Or c'est exactement ce qu'a fait M. Toews, estime la commissaire. «Il a agi pour le compte ou au nom d'un parti qui cherchait un recours contre une décision qu'il avait lui-même prise à l'origine.»

L'autre affaire concerne aussi une communauté autochtone, la nation crie de Norway House. Toujours à l'automne 2013, il a offert à cette communauté des «services d'expert-conseil sur diverses questions». Or, en 2012, il avait eu des rencontres avec les leaders de cette communauté à titre de ministre régional pour le Manitoba.

La Loi stipule qu'au cours des deux ans suivant leur départ de la vie politique, les titulaires de charge publique ne peuvent pas conclure de contrat de travail avec une entité avec laquelle ils ont eu affaire au cours de leur dernière année de mandat.

M. Toews a été nommé juge par le gouvernement conservateur en mars 2014. Joint par *Le Devoir* vendredi, la porte-parole du juge en chef du Manitoba a indiqué que M. Toews ne reviendrait au bureau que mercredi et qu'il était peu probable qu'un commentaire soit émis. On ignore si cela pourrait nuire à son statut de juge.

Le Devoir

Plus de travaux routiers à Montréal en 2017

Montréal entend consacrer 684 millions à ses infrastructures routières et souterraines en 2017, soit 103 millions de plus que l'an dernier. La Ville prévoit réaliser neuf grands chantiers, parmi lesquels le réaménagement de l'auto-route Bonaventure — un projet de 141,7 millions qui devrait être terminé en septembre —

la sécurisation de la prise d'eau de l'usine Atwater (73 millions) et la construction du bassin de rétention Rockfield (30 millions). L'administration Coderre a promis de ne pas entreprendre de nouveaux chantiers au centre-ville afin de permettre la tenue des festivités du 375^e anniversaire de la ville. Montréal estime que 45% de ses infrastructures routières sont en mauvais état, tout comme 22% du réseau d'égouts et 13% des aqueducs.

Le Devoir

MONTRÉAL COULEURS CAFÉS

CONTENU COMMANDITÉ PAR LA SOCIÉTÉ DES CÉLÉBRATIONS DU 375^E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Le Devoir poursuit cette semaine, en collaboration avec la Société des célébrations du 375^e anniversaire de Montréal, la publication de sa série de portraits des communautés culturelles qui ont bâti le Montréal d'aujourd'hui.

Les Afro-Montréalais : une communauté plurielle

Réunis dans le petit café Lakay — «chez nous» en haïtien — qu'abrite la Maison d'Haïti, trois bâtisseurs des communautés noires de Montréal ont raconté au *Devoir* leurs parcours migratoires singuliers. Ils auraient été dix que leurs histoires auraient été tout aussi variées. Il existe en effet non pas une, mais bien plusieurs communautés noires montréalaises.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN
Collaboration spéciale

Marjorie Villefranche est arrivée à Montréal en 1964. Elle avait 12 ans. Sa famille souhaitait fuir la dictature haïtienne, mais ses parents n'ayant pas obtenu le droit de quitter le pays, elle est arrivée seule avec rien de plus qu'un petit papier indiquant le nom de la dame qui devait la recueillir.

«Je me souviens encore du sentiment d'enfermement que j'ai ressenti», raconte-t-elle. En Haïti, on vit dehors. Ici, dedans... et encore plus dans un pensionnat ! Mes parents m'ont

ou tel pays d'origine. Surtout la jeunesse.

«Les jeunes nés ici se moquent bien des frontières», explique Michaël Smith, président de l'Association jamaïcaine de Montréal. Ils ont développé une culture afro-québécoise qui n'est ni haïtienne, ni jamaïcaine, ni africaine, ni québécoise. C'est un mélange de tout ça. Un métissage très riche qui gagnerait à être mieux connu et reconnu.»

En quête de reconnaissance

«Montréal est assise sur une mine d'or et elle ne s'en rend même pas compte», lâche Marjorie Villefranche, directrice générale de la Maison d'Haïti. Les deux autres acquiescent. Ces der-



Guillaume Levasseur

Marjorie Villefranche, directrice générale de la Maison d'Haïti, Michaël Smith, président de l'Association jamaïcaine de Montréal, et Myriam Sy Diawara, fondatrice de la Maison de l'Afrique

rejointe quatre ans plus tard. Si elle est arrivée dans les années 60 avec la première vague d'immigrants haïtiens, M^{me} Villefranche souligne qu'encore aujourd'hui, des Haïtiens arrivent tous les jours à l'aéroport. «Et puis, il y a surtout tous ces jeunes qui sont nés ici et qui se définissent avant tout comme des Montréalais. Haïti, c'est la terre de leurs parents ou de leurs grands-parents, mais ce n'est pas chez eux», note-t-elle.

Quant à eux, Myriam Sy Diawara et Michaël Smith ont des parcours différents. M. Smith est arrivé de la Jamaïque en 1972, alors qu'il n'avait que six ans. Pour lui, sa vie est ici, alors que son île natale ne représente qu'un bel endroit de villégiature à ses yeux. En revanche, quand elle dit «chez moi», M^{me} Diawara parle de sa Côte d'Ivoire natale. Parce qu'elle a eu une vie avant le Québec, elle qui travaillait en publicité et était à la tête de plusieurs médias à Abidjan.

«Je connais Montréal depuis 1982», raconte Myriam Sy Diawara. À l'époque, je faisais partie d'une association de communicateurs francophones et nous nous réunissions ici chaque année. Puis, à la fin des années 90, ses fils sont venus étudier ici à l'université. Quelques années plus tard, elle prend une année sabbatique et vient s'installer à Montréal avec son mari. «Grand bien m'a pris parce que la Côte d'Ivoire a commencé à sombrer. Le pays a été déstabilisé et il ne faisait pas très bon d'y être à la tête de médias. Je n'y suis pas retournée pendant des années. Aujourd'hui, je travaille entre l'Afrique et le Québec», dit-elle.

Trois personnages, trois trajectoires. Qu'ils viennent d'Haïti, de la Jamaïque ou de l'un des nombreux pays du continent africain, plusieurs se définissent toutefois avant tout comme Noirs avant de se revendiquer de tel

niers sont formels : ils se disent victimes, si ce n'est de racisme, du moins de discrimination. Et c'est, selon eux, toute la société qui se prive ainsi d'une énorme richesse. Ils évoquent en effet une certaine frustration vécue au sein de leurs communautés, notamment le fait que tant de jeunes noirs sortent des universités montréalaises et peinent ensuite à trouver un travail à la hauteur de leurs diplômes.

«Combien de portes se ferment lorsque l'on me voit ! affirme Michaël Smith. Mon nom ne laisse pas présager que je suis noir, alors j'obtiens généralement des entrevues. Bizarrement, ça ne va généralement pas plus loin.»

C'est en partie pour cela que Myriam Sy Diawara a créé la Maison de l'Afrique. Elle explique que son continent est en train de vivre un véritable boum économique et que le Québec gagnerait à s'y intéresser un peu plus. «Il y a vraiment un manque de connaissances», assure-t-elle. «Combien de Québécois, même éduqués, croient encore que nous sommes un seul et même pays ! Les entreprises d'ici auraient tout intérêt à embaucher des Africains formés à Montréal, parce qu'ils connaissent intimement leur région d'origine et qu'ils seraient bien placés pour y faire des affaires. Mais ce n'est pas ce qui se passe, déplore M^{me} Diawara. En revanche, il y a de plus en plus d'Africains qui, après avoir fait leurs études ici, retournent sur le continent africain, soit parce qu'ils sont déçus, soit parce qu'ils veulent participer à son développement. Et là-bas, les entreprises d'ici qui ont des filiales en Afrique les recrutent.»

Malgré ces embûches, lorsque tous trois regardent aller les plus jeunes d'entre eux, ceux qui ont grandi ici, ils ne peuvent faire autrement que de garder espoir.

Prochaine semaine : les communautés latinos.

Téléchargez l'application mobile du 375^e de Montréal

Découvrez toutes les festivités et courez la chance de gagner des prix chaque mois!

Téléchargez l'application 375MTL
375mtl.com | #375MTL

Québec
Montréal

ACTUALITÉS

EXPO 67

SUIITE DE LA PAGE 1

Les journalistes étaient ensuite emmenés sur le site en construction. « C'était une mer de boue. Mais il y avait une petite cabane construite par les fabricants de bois et, pour 10 cents, tu pouvais monter là-dedans et avoir une vue de ce qui se passait sur le site. »

Selon Yves Jasmin, c'est à ce moment-là que la « curiosité était piquée » et que le charme commençait à opérer. Les quelque 50 millions de visites — et non pas de visiteurs uniques, insiste M. Jasmin — lui ont donné raison par la suite.

Quand Moscou bat en retraite

Malgré le succès qu'on lui connaît, l'Expo n'était pas gagnée d'avance. « Peu de gens savent que c'est parce que Moscou s'est désistée que Montréal a pu avoir sa chance », raconte pour sa part l'historienne Huguette Dussault, dont le mari récemment décédé, Michel Dumas, a été le premier président de la Fondation Expo 67 et spécialiste des communications dans les Expositions internationales.

Après le désistement de l'Autriche, le Canada a joué du coude avec l'URSS en 1960, pour finalement voir l'événement lui filer entre les doigts. Le président du BIE a eu tôt fait de rassurer la délégation canadienne en lui disant qu'elle aurait très certainement l'Expo. « Les Russes ne veulent pas avoir à surveiller 20 millions d'étrangers et ne veulent pas non plus montrer au monde entier la misère du système socialiste. Ils vont se désister et, dès que je le saurai, je vous préviendrai », lit-on dans *La petite histoire d'Expo 67*, un essai d'Yves Jasmin rassemblant anecdotes et souvenirs publiés il y a 20 ans.

La prophétie s'avéra. Une exposition commerciale française tenue à Moscou au début de l'année 1962 donna le coup de grâce. Des catalogues des Galeries Lafayette furent massivement distribués, laissant entrevoir toutes les « richesses » de l'Occident, ce qui a déçu au dirigeant soviétique, qui ont renoncé à l'Expo. « C'était la première fois qu'une exposition de ce calibre-là allait se tenir hors de l'Europe », précise M. Jasmin. Victorieux, le Canada a d'abord offert l'occasion à Toronto, qui a refusé pour des raisons financières. « Non, merci. Donnez ça à Drapeau, il va se ruiner », avait lancé le maire de la Ville reine.

Dans les quelques mois qui ont précédé l'inauguration, il y avait un certain scepticisme au sein de la population, soutient Serge Martin, président de la Fondation Expo 67 et des Grands Explorateurs, né dans la foulée de cette manifestation d'envergure. « Les entrepreneurs avaient un doute. Ils hésitaient à investir pour avoir une concession de kiosques de souvenirs ou un restaurant. Ils se demandaient si ça allait réellement avoir lieu », explique-t-il. Mais ils ont été pleinement récompensés. Au restaurant *steakhouse Klondike*, des petits gars avaient été embauchés rien que pour rouler des 25 cents en paquet. »

Passport, coup de génie

Certains avaient proposé que l'Expo se tienne sur plusieurs sites répartis dans la ville. Mauvaise idée, avait déclaré Yves Jasmin. En veillant à ne pas répéter les ratés de la foire de New York, il tenait mordicus à l'idée d'un transport sur rail gratuit. Idem pour l'accès au site et la visite des pavillons : pour lui, pas question « de sortir son portefeuille à tout bout de champ ». L'idée du passeport a été l'un des meilleurs



Les anciens éditions du Devoir sont désormais disponibles en version numérique sur le site de la BANQ à l'adresse suivante : collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2797970. Pour célébrer le dépeussierage de nos archives, nous vous invitons à consulter sur notre site Web la une du 27 avril 1967 annonçant l'ouverture d'Expo 67 il y a un demi-siècle.

coups de génie d'Expo 67. Elle est parvenue aux oreilles de M. Jasmin, qui l'a tout de suite adoptée. Il a néanmoins dû batailler ferme pour la faire accepter. « La photo, le papier spécial pour ne pas que les estampilles soient recopiées... C'était compliqué et coûteux, dit-il. Mais encore aujourd'hui, c'est un objet de collection. Des mil-

liers de Montréalais l'ont gardé. »

En tout, 41 millions de billets d'un jour, de visas d'une semaine et de passeports permanents ont été imprimés et distribués. Il en coûtait de 20\$ à 35\$ (de 182\$ à 218\$ en dollars d'aujourd'hui) pour un passeport, selon qu'il était acheté avant ou après l'ouverture le 28 avril. « À l'Expo de Shanghai de 2010, ils ont créé une réminiscence du passeport en soulignant que c'était à Montréal qu'il avait été lancé », raconte M^{me} Dussault. C'était une sorte d'hommage. »

Mais ce passeport ne permettait pas de couper les longues files d'attente, contrairement aux laissez-passer des journalistes. « Ça, c'était très recherché. Au lieu d'attendre quatre heures pour aller voir le Labyrinthe, qui ne méritait pas qu'on attende autant, les journalistes pouvaient passer devant », explique-t-il. Si on attrapait quelqu'un avec une fausse carte, il pouvait presque être emprisonné! »

Pour promouvoir Expo 67, Jasmin et son équipe ont aussi beaucoup voyagé, en Europe (Grande-Bretagne, France) et surtout aux États-Unis. De petits messages publicitaires d'une minute ont même été tournés avec le concours de Maurice Chevalier, de Yuri Gagarine et d'Ed Sullivan. « C'était pour le peuple américain. On voulait leur faire comprendre que c'était vrai, ce qui se préparait. Ce n'était pas une invention! » Mais le bon coup de marketing publicitaire a été sans contredit l'achat — très coûteux — d'une annonce dans le magazine américain *Life*, à l'époque tiré à neuf millions d'exemplaires. « Ça disait quelque chose comme : "Voyez ce que les Russes construisent à 60 kilomètres de la frontière américaine", et on montrait le début de la construction du pavillon soviétique. Ça avait l'air d'une rampe de lancement », rigole Yves Jasmin.

En pleine guerre froide, cet éclair de génie a eu son effet. Le reste, c'est l'histoire, comme disent nos voisins les Américains, qui n'ont pas boudé leur plaisir de venir visiter le « monde entier » dans un Québec qui entraînait dans la modernité.

Le Devoir



ISTOCK

THÉOLOGIE

SUIITE DE LA PAGE 1

planche de salut de la Faculté de théologie et de sciences religieuses.

M. Routhier a monté de toutes pièces — ou presque — 9 des 28 CLE de l'Université. La CLE en enseignement en missiologie protestante évangélique est la dernière en lice. Il a pu la mettre sur pied après que des membres de la communauté évangélique du Canada, mais aussi des États-Unis — dont l'UL préserve l'identité — lui ont fait grâce de 420 000 dollars.

La nouvelle chaire aura pour « objectif principal » de « travailler à une actualisation de la théologie de la mission [soit la discipline qui développe une réflexion systématique sur l'activité missionnaire] et à sa mise en œuvre en contexte québécois "postchrétien" ». Elle contribuera notamment à « former des missiologies, des praticiens et des communautés missionnaires aptes à faire face aux défis que comporte la proposition de l'Évangile dans le monde contemporain ».

Le Mouvement laïque québécois (MLQ) craint de voir la faculté de l'UL contribuer à la « montée, un peu ébouriffante », de l'Église évangélique au Québec afin de garder la tête hors de l'eau. « Au Québec, on est censé être dans une société laïque », soupire la présidente du MLQ, Lucie Jobin.

Le professeur retraité de la Faculté des sciences de l'éducation Claude Simard, reproche sans ambages à l'UL de verser dans le prosélytisme. « L'Université a comme tâche essentielle de faire avancer le savoir sur les divers phénomènes naturels et humains selon les principes de la rationalité et de l'objectivité. Elle n'a absolument pas à soutenir l'entreprise d'endoctrinement qu'est l'activité missionnaire des églises », a-t-il écrit dans une lettre ouverte mise en ligne sur le site Web du *Devoir*.

M. Routhier convient que le don de la communauté évangélique — qui compte quelque 75 000 croyants au Québec selon l'Association d'églises baptistes évangéliques — « n'est pas complètement désintéressé ». Cela dit, l'« intérêt » de la communauté évangélique de voir des universitaires approfondir la réflexion sur l'activité missionnaire coïncide avec l'intérêt de l'Université Laval ainsi que de la société, est-il persuadé. « Il y aura un spécialiste pour la communauté missionnaire évangélique [accessible à ceux qui veulent poursuivre des études. Pour l'UL], ce n'est pas simplement davantage d'étudiants », affirme-t-il avant d'ajouter : « S'il n'y a pas un accès à la formation universitaire, on court plus de dangers que si on forme les gens correctement à l'université, en matière de posture religieuse. Donc, ce n'est pas simplement un service au groupe religieux, c'est un service public. »

Les donateurs n'ont pas leur mot à dire sur le programme d'une CLE ou encore son titulaire, insiste M. Routhier. « Il y a un mur coupe-feu. » Ainsi, les Chevaliers de Colomb et les congrégations religieuses — qui sont résolument « pro-vie » — n'ont pas participé à l'élaboration du programme de la CLE en éthique de la vie — à laquelle ils ont pourtant contribué à hauteur de plusieurs dizaines de milliers de dollars. L'« avènement d'une médecine technoscientifique et d'institutions de soins complexes » force la réflexion sur une foule d'enjeux — le statut de l'embryon humain, l'utilisation des cellules souches, la procréation assistée et l'euthanasie, etc. — dans laquelle la théologie « peut trouver sa place », fait valoir l'Université.

L'Université Laval n'est pas la seule à solliciter et accepter l'aide financière de « partenaires externes » afin de renforcer, ou à tout le moins de maintenir, ses effectifs d'enseignement et de recherche. L'Université de Montréal entend créer une chaire portant le nom du sociologue Jacques Grand'Maison qui approfondira la connaissance du catholicisme et de ses liens avec la culture québécoise. Des communautés religieuses y ont fait des promesses de dons.

M. Routhier, qui s'est personnellement engagé à faire un don de 300 000\$ afin de créer une CLE en ecclésiologie (vie et nature de l'Église), ambitionne désormais de trouver « un spécialiste de la question "femme et religion" ». « Quant à moi, c'est capital », lance-t-il au *Devoir*.

Enfin, il pourrait démontrer que la théologie n'est ni un « privilège de catholiques » ni un privilège de chrétiens à l'UL. Le doyen n'écarte pas la possibilité d'emboîter le pas à des confrères européens qui ont ouvert la porte de leur faculté à des « enseignements proprement théologiques [s'inscrivant dans] la tradition musulmane ». « C'est ma grande conviction : l'antidote le plus fort au fondamentalisme, c'est un enseignement universitaire en théologie. Autrement, si on refoule cela et qu'on laisse ça simplement aux églises, que c'est simplement une question de passion et qu'on ne met pas un peu de raison là-dedans, on s'expose [à un risque] », conclut-il.

Avec Dave Noël
Le Devoir

Les PUM vous invitent au lancement du livre

Dictionnaire des intellectuel.les au Québec

sous la direction de **Yvan Lamonde, Marie-Andrée Bergeron, Michel Lacroix et Jonathan Livernois.**

Une discussion, animée par Anne Caumartin, réunira Jacques Pelletier, Monique LaRue et Julien Lefort-Favreau.

Mardi 25 avril 2017, 19 h
Librairie Le port de tête
262, avenue du Mont-Royal Est

Un vin sera servi.

PUM
Les Presses de l'Université de Montréal

GARNEAU

SUIITE DE LA PAGE 1

demander à Michel Garneau d'éclaircir ce singulier entrelacement de mythologies juive, bouddhiste et chrétienne qui traverse *Étrange musique étrangère* (2000) et *Le Livre du constant désir* (2007), recueils qu'il a tous les deux fait passer de l'anglais au français.

« Leonard, ça le fascinait les rituels, le folklore superstitieux du catholicisme. Ça l'amusait beaucoup », explique-t-il d'abord, en soulignant que les bonnes, chez les riches Cohen, étaient forcément canadiennes-françaises, et que le petit Lenny, ce Juif qui deviendra moine bouddhiste zen dans les années 90, ne pouvait qu'hériter d'une part de leur imaginaire catholique. Puis Garneau raconte une anecdote : l'histoire de deux poètes qui passent une nuit blanche à se lire des textes.

« Je sortais un de mes poèmes, Leonard en sortait un, et on s'apercevait qu'on écrivait sur les mêmes affaires », raconte Garneau au sujet de son compagnon en allé, qu'il a d'abord croisé dans les années 50 au Pam-Pam, café hongrois de la rue Stanley où artistes et hipsters d'alors éclusaient le meilleur espresso de l'île. Ils se fréquenteront davantage dans les années 70, alors que Garneau s'installe dans une maison de la rue Saint-Dominique, sur laquelle le vent de la gentrification n'a pas encore soufflé. Cohen y achètera éventuellement aussi une maison. Leur ami commun, le sculpteur Morton Rosengarten, fait parfois converger leurs chemins. L'anecdote se déroule à cette époque.

« Faque on se lisait des poèmes, poursuit l'écrivain et homme de théâtre, on buvait, on fumait du pot, la vie était belle, on jasant, mais là où on s'est confrontés cette nuit-là, c'est que moi, je ne donne aucune valeur à la religion, à la foi. Croire, pour moi, c'est se délester de sa liberté. Leonard, lui, que le monde croie à des affaires, il était vraiment pour ça. Il trouvait que ça per-

mettait une spiritualité, alors que moi, je trouve que ça la congèle, ça la bloque, la spiritualité. Quand on s'est quittés au petit matin après avoir beaucoup parlé de ça, ben saouls et ben fatigués, c'était comme mi-figue, mi-raisin... »

Garneau se lève, sans annoncer pourquoi il quitte la table. La photographe et le journaliste se regardent, confus. Garneau réapparaît quelques minutes plus tard de son pas lent d'homme qui a tout vécu, et dépose sur la table une toute, toute petite médaille. Eh, c'est quoi, ça ?

« Ben c'est ce que j'ai dit moi aussi quand Leonard a cogné à ma porte une dizaine de minutes après être parti et qu'il m'a tendu ça. C'est une petite déesse hindoue. Il m'a dit : "She's going to protect you, whether you want it or not." J'ai été très touché et je l'ai toujours gardée sur mon bureau à côté de moi. Juste au cas! » Garneau éclate de son rire tonitruant pour lequel il faudrait bien un jour inventer un adjectif.

« You're a big boy »

Au tournant des années 1990 et 2000, Leonard Cohen passe un coup de fil à Michel Garneau, afin de lui demander de traduire pour L'Hexagone *Stranger Music*, une anthologie de plusieurs de ses poèmes. Le Montréalais avait pourtant déjà été traduit en France. « Michel, mon français n'est pas très, très bon, mais il l'est assez pour savoir que les traductions françaises de mes poèmes, peut-être qu'elles peuvent fonctionner en France, mais au Québec, c'est très clair qu'elles deviennent ridicules », lui explique-t-il.

Réponse de Garneau : « Je vais faire un premier jet de toute l'affaire et je te le soumettrai. Il m'a répliqué : "Non, I don't want to see anything. You're a big boy. You don't need me." »

« Il y a des choses qui m'ont donné beaucoup de difficultés », note-t-il. Il y a des tonalités très, très spéciales chez Leonard, comme dans le Livre de miséricorde. Ça a quelque chose de religieux. Mais il y a aussi des poèmes très simples. Dans le Livre du constant désir, il amène sa mère au concert en Grèce et elle s'endort [Ma mère endormie]. C'est un

poème très tendre, doux, magnifiquement écrit, qui capture un moment. T'as juste à le traduire, les mots viennent tout seuls. »

C'est le vin rouge

Michel Garneau est-il encore échaudé par cette journaliste qui, tard le soir de l'annonce de la mort Cohen en novembre dernier, allait lui apprendre la nouvelle dans un message téléphonique d'une soufflante inélagance ? Oui, vous dira celui qui aura bientôt 78 ans. Mais triste ? Non.

« Je ne suis pas triste, parce que Leonard a eu une très belle vie. Il a touché longtemps. Avec le genre de vie qu'on a mené tous les deux, on est reconnaissants de se rendre jusque-là. Je ne pensais jamais que je vivrais jusqu'ici, avec tout ce que j'ai fait. »

Ils se sont vus pour la dernière fois lors d'une séance photo dont sera tirée la couverture de *Poèmes du traducteur* (2008), le livre de Garneau écrit pendant qu'il s'échinait sur les mots de Cohen. Devant la maison du chanteur près du parc du Portugal, deux petits garçons devenus vieux semblent se confier leur plus récent mauvais coup.

« Il était de bonne humeur, fatigué, et refusait complètement d'être sérieux », se rappelle Garneau, encore amusé. Je lui ai demandé s'il était satisfait de mes traductions et il m'a juste dit oui, sans plus. Complètement laconique sur le travail, mais tout plein de sollicitude et de curiosité sur comment j'allais, sur la famille, les enfants. Il était dans un refus complet que nous soyons là, deux littérateurs parlant ensemble de littérature. »

« Je me souviens d'une autre fois, il était à Montréal pour la fête de notre ami Morton et je lui avais dit : "Leonard, your voice is getting lower and lower." Il m'avait répondu... »

Garneau, lui-même bien doté en matière de voix grave, imite Cohen parfaitement. « Il m'avait répondu : "Yes, yes... it's the red wine." »

Collaborateur
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par courriel publicite@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3452
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com